

# MAIRIE DE DRAGUIGNAN

DÉPARTEMENT



DU VAR

## DÉCISION MUNICIPALE N°2023-142

**OBJET :** Convention conclue avec Monsieur Bruno LEGGIERO, mandataire du groupe « O'KAZOO », pour l'organisation d'une représentation musicale le samedi 1er juillet 2023, sur la place du Marché, dans le cadre de la Fête du Dragon 2023.

**Richard STRAMBIO - Maire de la commune de Draguignan, Président de Dracénie Provence Verdon agglomération, conseiller régional de la région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2122-22-4;

**Vu** le Code de la commande publique en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 et notamment l'article R.2122-3 ;

**Vu** la délibération n° 2020-031 du 11 juin 2020 par laquelle le Conseil Municipal a délégué sans aucune réserve à son Maire et pour la durée de son mandat, une partie de ses attributions en le chargeant de prendre les décisions qui s'imposent à l'égard des matières énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

**Considérant** que la commune souhaite mener à bien l'édition 2023 de la Fête du Dragon ;

**Considérant** l'offre de Monsieur Bruno LEGGIERO, mandataire de la formation musicale « O'KAZOO » ;

**Considérant** qu'il convient de finaliser cette proposition par la signature d'une convention ;

### DÉCIDE

**Article 1er :** la signature d'une convention prenant effet au samedi 1er juillet 2023 portant sur la prestation des artistes du groupe « O'KAZOO » qui se tiendra sur la place du Marché à Draguignan, selon des termes définis dans ladite convention.

**Article 2 :** Le montant du règlement de la prestation est 450 € TTC.

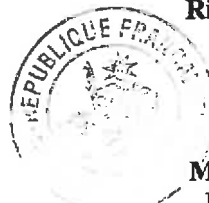
**Article 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** La présente décision sera inscrite au Registre des Décisions Municipales.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente décision et rappelle, conformément aux dispositions de l'article R421.1 du Code de justice administrative, qu'elle peut être contestée devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécourts citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.f](http://www.telerecours.f).*

Fait à Draguignan, le 12 AVR. 2023

Richard STRAMBIO,



Maire de Draguignan  
Président de DPVa  
Conseiller Régional